

LE DEVOIR

Samedi, 16 février 2008, p. A-3

La nouvelle politique internationale du Québec tarde à se réaliser

Antoine Robitaille

Québec - Malgré les discours du gouvernement Charest sur l'importance des relations internationales pour le Québec, le plan d'action du ministère concerné, déposé en mai 2006 en même temps que la politique internationale du Québec, tarde se réaliser

Certains gestes clés du «redéploiement» du réseau de bureaux du Québec à l'étranger n'ont pas été accomplis en 2007, contrairement à ce qui était prévu. Dans le plan d'action, on annonçait entre autres que le bureau de Rome deviendrait une délégation en bonne et due forme. C'est actuellement un «bureau», via Flaminia, dans la Ville éternelle. Au ministère des Relations internationales (MRI), on a indiqué que cette transformation est toujours «en évaluation». Raymond Bernier, chef de cabinet de la ministre Monique Gagnon-Tremblay, reconnaît qu'il y a «des délais» et laisse même planer un doute sur ce changement de statut: «Il y a tout l'aspect Méditerranée qu'il faut réévaluer par rapport aux priorités gouvernementales», a-t-il dit jeudi au Devoir.

Quant à la délégation de Londres, elle est sans chef de poste depuis août 2007. Selon des observateurs, l'absence d'un tel titulaire a nui à l'organisation et au succès de la mission de Jean Charest à Londres, le mois dernier. Le premier ministre n'a en effet rencontré aucun membre du gouvernement britannique et a, entre autres activités, inauguré une exposition à l'ambassade canadienne. «On peut regarder cela comme ça», a reconnu M. Bernier jeudi tout en insistant pour dire que «le premier ministre a eu de très bonnes rencontres» dans la capitale britannique. Du reste, Québec semble avoir de la difficulté à recruter un remplaçant pour George MacLaren, un ami de Jean Charest (aussi ancien président de sa campagne de financement en 1993, lorsque M. Charest avait tenté de devenir chef du Parti progressiste-conservateur), qui a quitté son poste à Londres en août 2007. «Devenir délégué, ç'a beaucoup d'impacts, beaucoup d'implications au niveau familial, au niveau carrière», a expliqué M. Bernier. Il croit toutefois que le conseil des ministres devrait fixer son choix au cours des prochaines semaines. Le Soleil écrivait hier que l'ancien président et directeur général de la Société des Fêtes du 400e anniversaire de Québec, Pierre Boulanger, était pressenti pour occuper ce poste. M. Boulanger a été muté aux relations internationales de l'organisme entre Noël et le jour de l'An alors que la Société du 400e traversait une période difficile, notamment en raison d'allégations de conflits d'intérêts. Il a accompagné le premier ministre lors de sa mission à Londres du 21 au 23 janvier.

Brésil et Inde

Par ailleurs, deux nouveaux bureaux du Québec, au Brésil et en Inde, dont l'ouverture était prévue pour 2007 dans la politique, ne le sont toujours pas, «bien que cela ne devrait pas tarder», assure-t-on au ministère. À São Paulo, au Brésil, un chef de poste, Raphaël Sanchez, a été nommé. Le bureau devrait ouvrir ses portes «à la fin du mois». Cela entraînera d'ailleurs la fermeture du bureau de Buenos Aires, en Argentine, «parce qu'on se rend compte qu'il y a beaucoup plus de potentiel de recrutement pour l'immigration au Brésil qu'en Argentine», a souligné Claire Deslongchamps, directrice des communications du MRI.

Quant au bureau de Mumbay (Bombay), en Inde, le Québec tarde à recevoir les accréditations nécessaires de la part du pays hôte, argue-t-on. On attend aussi de la part d'Ottawa certaines vérifications ayant trait à la sécurité. Là aussi, son directeur a été choisi: ce sera Benoît-Jean Bernard, ancien délégué à Munich, mais il n'est pas «encore officiellement en fonction». Joint à Delhi cette semaine, M. Bernard a reconnu qu'on a quelque peu dépassé l'échéance prévue par la politique. Mais dès que les formalités bureaucratiques seront réglées, le bureau, qui est intégré au consulat canadien, pourra ouvrir, soit au printemps. Le processus d'embauche de deux employés a même été amorcé, a noté M. Bernard.

Dans l'opposition, on trouve que le «redéploiement» du réseau, annoncé «même avant la politique» de 2006, «prend beaucoup de temps». C'est l'opinion de **Daniel Turp**, critique péquiste en la matière. Selon lui, ou bien la «volonté du gouvernement commence à faire défaut», ou bien l'argent manque, parce qu'il doit investir plus que prévu dans la préparation du Sommet de la Francophonie, qui aura lieu en octobre prochain à Québec. Le sommet requiert beaucoup d'énergie, reconnaît-on au cabinet, mais on refuse la critique du député péquiste. «Une bonne partie de la politique est réglée», a soutenu M. Bernier. Environ «80 %», a-t-il insisté.